



# Note expresse

N° 225 - Septembre 2013



# **Tendances conjoncturelles**

## 2<sup>e</sup> trimestre 2013

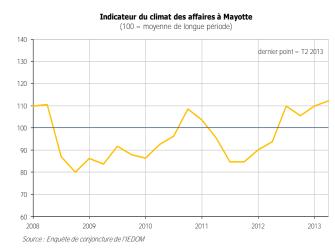
# LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À MAYOTTE

### Le climat des affaires continue de s'améliorer

Chaque trimestre, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) fait l'objet d'un ajustement en prenant en compte les réponses des chefs d'entreprise qui arrivent après la clôture de l'enquête du trimestre précédent. Lors de l'enquête conduite au premier trimestre 2013, deux entreprises, dont le poids relatif exprimé en termes d'effectifs salariés est important dans l'échantillon, ont répondu hors délai. Il en résulte un ICA révisé à 109,9 points au premier trimestre (contre 102,3 points dans sa version non révisée, soit + 7,6 points). Les analyses présentées ci-après reposent sur l'ICA ainsi ajusté.

L'ICA continue d'augmenter (+2,3 points) et s'établit à 112,2 points. Il confirme, en dépassant le niveau atteint en 2008, son évolution favorable débutée au second semestre 2012. Cette évolution s'explique à la fois par une appréciation positive des chefs d'entreprise sur les réalisations du trimestre passé et, dans une moindre mesure, par de bonnes anticipations pour le troisième trimestre 2013.

Bien que l'activité de ce trimestre ait été moins bonne que prévu, les prévisions d'investissement sont bien orientées. La demande d'emploi diminue de manière importante. En revanche, la consommation des ménages reste peu dynamique dans un contexte de croissance modérée des prix. Les importations reculent tandis que les exportations augmentent fortement.



Dans l'ensemble, les chefs d'entreprise interrogés ont enregistré une activité moins favorable que prévu ce trimestre, en particulier dans le secteur du commerce pour lequel ils font même état d'un recul de leur volume d'affaires. Toutefois, les soldes d'opinions relatifs aux intentions d'investir, aux effectifs, aux charges, à la trésorerie, et aux délais de paiement contribuent positivement à l'indicateur du climat des affaires. Les prévisions d'activité pour le trimestre à venir sont également bien orientées, excepté dans

le commerce où la morosité persiste. Les chefs d'entreprise, tous secteurs confondus, anticipent malgré tout une dégradation des délais de paiement ainsi que des niveaux de leurs trésoreries et charges.

### LES ÉCONOMIES DE LA ZONE OCÉAN INDIEN PLUTÔT BIEN ORIENTÉES HORMIS MADAGASCAR

La croissance de l'économie **sud africaine** accélère au deuxième trimestre 2013 avec une hausse annualisée de 3,0 % du PIB (CVS), contre +0,9 % au trimestre précédent. L'activité de l'industrie manufacturière contribue fortement à cette augmentation ainsi que celle des services marchands. À l'inverse, l'industrie minière reste mal orientée, après une accalmie le trimestre précédent.

Aux **Seychelles,** l'activité touristique continue d'être favorablement orientée, avec une progression de 9,4 % du nombre de touristes au deuxième trimestre 2013 en glissement annuel.

À **Madagascar**, l'activité économique reste morose au deuxième trimestre 2013. L'investissement continue de marquer le pas. L'encours de crédits à long terme octroyés au secteur privé stagne et les importations de biens d'équipement se contractent.

À **Maurice**, le PIB augmente de 2,9 % au premier trimestre 2013 par rapport au premier trimestre 2012. Principal moteur de la croissance mauricienne, la consommation finale continue d'être soutenue (+2,4 %). L'investissement reste cependant mal orienté pour le troisième trimestre consécutif avec une baisse de 3,4 % sur un an. Les exportations et les importations mauriciennes reculent toutes les deux. Corrigé des variations saisonnières, le PIB mauricien progresse de 1,4 % au premier trimestre 2013, après +0,2 % le trimestre précédent.

## Hausse des prix à la consommation

En juin 2013, l'Indice des prix à la consommation (IPC) est en hausse de 0,8 % par rapport au premier trimestre 2013 sous l'effet de l'augmentation des prix des services (+2,6 %). En revanche, les prix des produits manufacturés et des produits alimentaires et boissons ont diminué de respectivement 0,2 % et 0,1 %.

Sur un an, malgré une augmentation moins soutenue que les trimestres précédents, l'IPC mahorais s'inscrit toujours en hausse et enregistre la même évolution que l'indice métropolitain (+ 0,9 %). L'augmentation des prix est principalement expliquée par l'évolution des prix des produits alimentaires et boissons (+3,4 %), alors que ceux des services enregistrent une augmentation plus modérée (+0,9 %). Les prix des produits manufacturés reculent quant à eux de 1,0 %.



Source : INSEE, données mensuelles

### Baisse importante de la demande d'emploi

# Demandeurs d'emploi de catégorie A en fin de mois (En milliers) 13 11 10 8 7 5 janv.-10 juil.-10 janv.-11 juil.-11 janv.-12 juil.-12 janv.-13 Données brutes

Pour le deuxième trimestre consécutif, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) a diminué de manière importante (-21,3 % qui fait suite à -11,7 % au trimestre précédent) et s'établit à 5 969 personnes à la fin du mois de juin 2013. Toutes les catégories d'âge sont concernées par cette baisse.

Sur le même trimestre, **410 offres d'emploi o**nt été récensées par Pôle emploi, soit un recul de 11,8 % par rapport au premier trimestre.

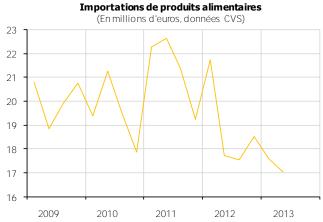
Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) diminue également de manière sensible (-13,1 %) tandis que les offres d'emploi augmentent de 32,3 %.

Source : Pôle Emploi, données mensuelles

## La consommation des ménages peine à se redresser

Dans le prolongement du premier trimestre, la consommation des ménages reste peu dynamique et éprouve des difficultés à se redresser. Les importations de produits alimentaires (-3,2 %, CVS), d'équipements ménagers (-22,0 %, CVS) et de produits agroalimentaires (-4,5 %, CVS) ont poursuivi leur diminution. Seules les importations de produits textiles enregistrent une augmentation de 17,6 % sur le trimestre, vraisemblablement dans la perspective du Ramadan et de la rentrée scolaire, période traditionnellement propice aux achats de nouveaux vêtements. En outre, les commerçants continuent de porter une opinion défavorable sur leur activité.

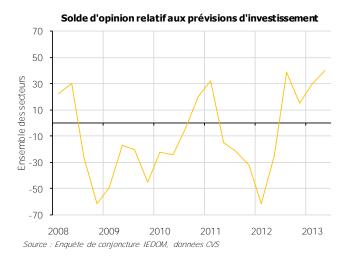
Cependant, de légers signes d'amélioration sont à noter. En effet, les chefs d'entreprise du commerce, malgré des anticipations toujours pessimistes, prévoient une moindre dégradation de leur activité pour le prochain trimestre. D'autre part, le marché de l'automobile a bénéficié d'une meilleure orientation. Les immatriculations de véhicules neufs ont augmenté de 12,7 %. Enfin, l'encours des crédits à la consommation progresse légèrement (+2,4 %) après quatre trimestres consécutifs de diminution.



Source : Direction régionale des douanes, données désaisonnalisées par l'IEDOM

La situation financière délicate de certains ménages semble inciter ces derniers à adopter un comportement plus prudent. Ainsi, après une augmentation régulière lors des derniers trimestres, les indicateurs de vulnérabilité voient leur progression ralentir. Les retraits de cartes bancaires reculent pour la première fois depuis le troisième trimestre 2011 (-2,2 %) et le nombre de personnes physiques interdites bancaires est quasi-stable (+0,4 %).

### Les entreprises poursuivent leurs investissements



Les prévisions d'investissement demeurent favorables et repartent à la hausse. Bien que non directement corroborées par les importations de biens d'équipement professionnel, en chute de 8,2 % sur le trimestre (contre +31,6 % sur un an), les entreprises maintiennent un rythme d'investissement soutenu qui favorise l'amélioration de l'activité et du climat des affaires.

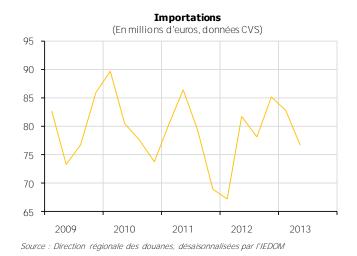
Si les encours bancaires des **crédits à l'habitat des ménages et des** entreprises diminuent de respectivement 0,5 % et 1,1 % au deuxième trimestre (+8,0 % et +13,0 % sur un an), l'encours de crédits **d'investissement** augmente de 12,2 %, pour **s'établir à** un niveau record.

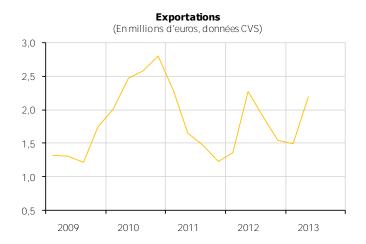
Selon les chefs d'enteprise interrogés, les décisions d'investissement sont essentiellement consacrées au renouvellement des outils de production.

## Repli des importations

Après deux trimestres consécutifs de hausse, les importations reculent de 7,3 % (données CVS). Ce ralentissement résulte notamment de la diminution des importations de ciment (-25,5 %), des **produits de l'industrie agro**-alimentaire (-4,5 %) et des produits alimentaires (-3,2 %). **Toutefois, il est à noter que le niveau d'importations** du trimestre demeure sous-estimé pour des raisons techniques.

Les exportations se relancent nettement et enregistrent une hausse de 47,0 % (CVS) en raison, principalement, **d'une augmentation** exceptionnelle des réexportations de matériels de transport.





## MAINTIEN DU NIVEAU GÉNÉRAL DE L'ACTIVITÉ

À l'exception du secteur du commerce et bien que l'activité ait été jugée moins bonne que prévu, l'ensemble des chefs d'entreprise déclare un climat des affaires favorable au deuxième trimestre 2013. Les perspectives pour le trimestre à venir sont également positives et témoignent du maintien d'un niveau d'activité bien orienté.

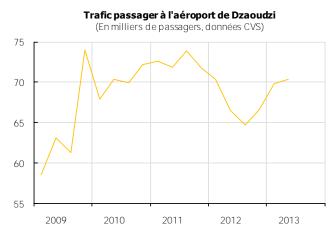
Dans **le secteur primaire**, très peu formalisé, les exportations de poissons issus de l'élevage aquacole ont doublé ce trimestre à 27,3 tonnes. Après un arrêt de la production entre fin 2011 et début 2012, la filière a repris son activité mais ses rendements sont instables. Par ailleurs, les exportations d'essence d'ylang, comme au premier trimestre, ont été nulles. Enfin, les importations d'espèces avicoles enregistrent à nouveau une diminution de 42,3 % sur le trimestre et de 19,5 % en glissement annuel (données CVS).

La saisie de 6 000 tonnes de ciment, comportant un taux de chrome VI supérieur à 0,0002 % et donc non conforme aux normes européennes, a **entrainé d'importantes perturbations dan**s le secteur du **BTP**. Les chefs d'entreprise ont déclaré des niveaux de charges et de trésoreries en dégradation, ainsi que des délais de paiement en allongement ; toutefois, l'activité du trimestre est restée soutenue et les prévisions relatives à l'activité du prochain trimestre et aux investissements, sont bien orientées.

L'activité du commerce reste morose au deuxième trimestre, à l'image de la consommation des ménages, des importations de biens alimentaires et d'équipement ménager. Les intentions d'investir sont en berne et les prévisions en matière d'effectifs se dégradent tout

comme celles relatives aux charges et aux niveaux de trésorerie. Seuls les délais de paiement, vraissemblablement portés par les entreprises de la grande distribution, continuent de contribuer favorablement à **l'indicateur.** 

Conformément aux prévisions des chefs d'entreprise du secteur des **services marchands**, l'activité enregistre un ralentissement, après s'être accélérée au trimestre précédent. Les intentions d'investir se dégradent, mais l'évolution des charges, des effectifs et des délais de paiement restent favorables. En outre, les chefs d'entreprise prévoient une nouvelle progression de leur niveau d'activité au trimestre prochain.



Source : Aéroport de Mavotte, désaisonnalisées par l'IEDOM

Dans le secteur du **tourisme**, l'activité semble se maintenir mais toujours à un faible niveau. En effet, bien que le nombre de vols diminue significativement (-20,2 %), le nombre de passagers enregistre sa troisième augmentation trimestrielle consécutive et s'établit à 70 423 (CVS, +0,9 %).

Le secteur a enregistré une année 2012 très difficile, au cours de laquelle la fréquentation touristique a diminué de 5 %, en particulier, pour le tourisme d'agrément (-28 %) (cf. note INSEE n°64 : <a href="http://www.insee.fr/fr/insee regions/mayotte/themes/infos/infos64/infos64.pdf">http://www.insee.fr/fr/insee regions/mayotte/themes/infos/infos64/infos64.pdf</a>). Actuellement encore, les structures hôtelières de l'île peinent à recouvrer une situation économique pérenne. Le lancement de la nouvelle compagnie aérienne Ewa, programmée au second semestre 2013, laisse entrevoir une progression de l'activité grâce au développement des échanges régionaux.

#### STABILISATION ENCORE FRAGILE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

L'économie mondiale continue de croître à un rythme modéré. La croissance semble marquer le pas dans les pays émergents mais montre des signes de renforcement dans les économies avancées. Ainsi, la croissance de l'économie américaine accélère et l'Europe sort de la plus longue période de récession de son histoire. Cependant, l'économie mondiale reste exposée à des risques de dégradation liés à un ralentissement prolongé de la croissance dans les pays émergents. L'inflation est repartie à la hausse en juin dans un certain nombre d'économies avancées et émergentes, mais reste globalement contenue.

La croissance américaine accélère au deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent tout en restant modérée (+0,4 % après +0,3 %). La situation du marché du travail s'est globalement améliorée mais le taux de chômage demeure relativement élevé (7,6 % en juin). L'inflation s'élève à 1,8 % en juin en deçà de l'objectif de long terme de 2 % fixé par la Réserve fédérale. L'économie japonaise continue de croître à un rythme soutenu tirée par la demande intérieure et les échanges avec l'extérieur. Les prix à la consommation ont suivi une tendance haussière depuis le début de l'année aboutissant à une augmentation de 0,2 % en glissement annuel au mois de juin.

Après six trimestres consécutifs de contraction de son PIB, la zone euro renoue avec la croissance atteignant +0,3 % au deuxième trimestre (après -0,3 %). Ce sursaut est à imputer, en grande partie, à l'accélération de la croissance allemande et au rebond de l'économie française. Le Portugal est également sorti de la récession (+1,1 %) tandis que d'autres pays comme l'Espagne et Chypre voient leur économie continuer de se replier (respectivement, de -0,1 % et -1,4 %). La situation du marché du travail de la zone euro reste nettement dégradée avec un taux de chômage qui atteint 12,1 % en juin.

Le PIB de la France repart à la hausse au deuxième trimestre (+0,5 %) après deux replis successifs (-0,2 %) aux trimestres précédents. Ce rebond est à mettre en relation avec l'augmentation de la demande intérieure, principalement des dépenses de consommation des ménages (+0,4 % après -0,1 %) tandis que l'investissement recule plus modérément (-0,5 % après -1,0 %). Les échanges rebondissent également, les exportations et les importations progressant, respectivement, de 2,0 % et 1,9 %.

En Chine la croissance décélère passant de 7,7 % au 1er trimestre à 7,5 % au deuxième trimestre. L'environnement économique mondial impacte négativement ses exportations qui sont avec ses investissements massifs à l'origine du dynamisme de sa croissance. Globalement, le FMI envisage une croissance plus modérée dans les pays émergents et les pays en développement qui atteindrait 5 % en 2013 puis 5,5 % en 2014.

Sources: FMI, BCE, INSEE, FED, Eurostat

### Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr